# **COMPTE ADMINISTRATIF**

De la Ville de PARIS

De l'exercice 2013

2014 DF 1001



### PROJET DE DÉLIBÉRATION N°1 2014 DF 1001 1<sup>er</sup>

Approbation du compte administratif général d'investissement de la Ville de Paris pour l'exercice 2013

Le Conseil de Paris siégeant en formation de Conseil Municipal

Vu la loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité et notamment son article 44 ;

Vu le Code général des Collectivités territoriales, notamment deuxième partie, Livre III « Finances communales », Titre 1<sup>er</sup> « Budgets et comptes », chapitre II « adoption du budget », articles L2312-2 et L2312-3 ;

Vu la délibération du 24 mars 1997 optant pour le vote par nature ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14;

Vu les budgets primitif et supplémentaire ainsi que les décisions modificatives de l'exercice 2013 délibérés par le Conseil de Paris lors des séances des 10 et 11 décembre 2012, 25 et 26 mars, 8, 9 et 10 juillet, 14 et 15 octobre 2013, et 16,17 et 18 décembre 2013;

Vu le compte général des recettes et des dépenses de la Ville de Paris pour 2013 ;

Vu le projet de délibération en date du par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'adopter le compte administratif d'investissement de la Ville de Paris pour l'exercice 2013 ;

Sur le rapport présenté par M. Julien BARGETON, au nom de la 1ère Commission,

### **DÉLIBÈRE**

**Article 1**<sup>er</sup> : Le compte administratif général des recettes et des dépenses d'investissement de la Ville de Paris pour l'exercice 2013 est arrêté ainsi qu'il suit :

## 

Mandats émis------2 394 551 130.93 €

Résultat cumulé au 31 décembre 2013 (déficit)	154 456 879,56 €
Résultat cumulé au 31 décembre 2012 (déficit)	400 149 893,89 €
Résultat de l'exercice 2013 (excédent)	245 693 014,33 €
Dépenses	2 394 551 130,93 €
Recettes	2 640 244 145,26 €
Balance:	

### **Article 2:**

Les opérations d'ordre non budgétaires enregistrées sur l'exercice 2013 pour la mise en affectation des biens à l'établissement public local à caractère administratif dénommé Paris Musées et pour la régularisation d'opérations anciennes suite à la correction d'erreurs sur exercices antérieurs ont mouvementé pour partie les comptes 1021 (dotations) et 1068 (excédents de fonctionnement capitalisés).

Après enregistrement des mouvements comptables concernés pour ces opérations :

- Le compte 1021 est débiteur de 1 488 585,39 €
- Le compte 1068 est créditeur de 3 361 922,48 €

Ces montants modifient la balance au 31 décembre 2013.

### PROJET DE DÉLIBÉRATION N°2 2014 DF 1001 2<sup>ème</sup>

# Approbation du compte administratif général de fonctionnement de la Ville de Paris pour l'exercice 2013

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des Collectivités territoriales, notamment deuxième partie, le livre III « Finances communales », titre 1<sup>er</sup> « Budgets et comptes », chapitre II « adoption du budget », articles L.2312-2 et L2312-3 ;

Vu la délibération du 24 mars 1997 optant pour le vote par nature ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14;

Vu les budgets primitif et supplémentaire ainsi que les décisions modificatives de l'exercice 2013 délibérés par le Conseil de Paris lors des séances des 10 et 11 décembre 2012, 25 et 26 mars, 8, 9 et 10 juillet, 14 et 15 octobre 2013, et 16,17 et 18 décembre 2013;

Vu le compte général des recettes et des dépenses de la ville de Paris pour 2013 ;

Vu le projet de délibération en date du par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'adopter le compte administratif de fonctionnement de la ville de Paris pour l'exercice 2013 ;

Sur le rapport présenté par M. Julien BARGETON, au nom de la 1ère commission ;

### **DELIBERE**

**Article 1** : Le compte administratif général des recettes et des dépenses de fonctionnement de la Ville de Paris pour l'exercice 2013 est arrêté ainsi qu'il suit :

<u>Titres émis</u> :	
Recettes prévues	- 5 635 797 424,96 €
Titres émis	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·
<u>Dépenses mandatées</u> :	
Crédits ouverts	- 5 635 797 424,96 €
Mandate émis	- 5 421 849 505 39 €

Balance :       5 586 198 019,18 €         Recettes
<b>Résultat de l'exercice 2013 (excédent de recettes)164 348 513,79 €</b> Résultat cumulé au 31 décembre 2012 (excédent de recettes après affectation) 166 004 440,46 €
Résultat cumulé au 31 décembre 2013 (excédent de recettes)330 352 954,25 €

### PROJET DE DELIBERATION N°3 2014 DF 1001 3<sup>ème</sup>

# Relatif à l'affectation du résultat de fonctionnement à la section d'investissement

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment deuxième partie, le livre III « Finances communales », titre 1<sup>er</sup> « Budgets et comptes », chapitre II « adoption du budget », articles L.2312-2 et L2312-3 ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14;

Vu le résultat de la section de fonctionnement faisant apparaître un résultat cumulé au 31 décembre 2013 excédentaire de 330 352 954,25 €;

Vu le résultat de la section d'investissement faisant apparaître un résultat cumulé au 31 décembre 2013 déficitaire de 154 456 879,56 € et des restes à réaliser pour un montant de 40 947 600,91 €, soit un besoin de financement total de 195 404 480,47 €;

### **DELIBERE**

**Article 1**er : Une somme de 195 404 480,47 € est affectée à la section d'investissement au titre de la reprise des résultats et du financement des restes à réaliser.

**Article 2**: L'excédent de la section de fonctionnement est ainsi ramené à la somme de 134 948 473,78 € qui sera reprise au budget supplémentaire de l'exercice 2014.

# **ANNEXES**

- Vue d'ensemble
- Présentation croisée par fonction

VILLE DE PARIS	BUDGET PRINCIPAL COMPTE ADMINISTRATIF				
II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET					
SECTION DE	SECTION DE FONCTIONNEMENT - CHAPITRES				

### DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits	Crédits em	ployés (ou restant à	employer)	Crédits
		ouverts	Mandats émis	Charges rattachées	Restes à	annulés
		(BP+DM+		_	réaliser au 31/12	
		RAR N-1)				
011	CHARGES À CARACTÈRE GÉNÉRAL	767 236 329,50	686 846 242,40	39 118 024,89	23 652 959,99	17 619 102,22
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILÉS	1 927 028 224,00	1 895 052 638,01			31 975 585,99
014	ATTENUATION DE PRODUITS	330 792 160,00	330 758 542,51			33 617,49
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	1 837 975 058,74	1 737 149 314,59	762 453,40	278 456,66	99 784 834,09
656	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ÉLUS	3 700 000,00	3 326 087,71			373 912,29
	Total des dépenses de gestion courante	4 866 731 772,24	4 653 132 825,22	39 880 478,29	23 931 416,65	149 787 052,08
66	CHARGES FINANCIÈRES	112 580 000,00	79 989 434,88	31 573 200,32		1 017 364,80
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	68 134 424,59	62 221 004,42	68 195,74	86 331,53	5 758 892,90
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS (1)					
022	DÉPENSES IMPRÉVUES	3 690 000,13				
	Total des dépenses réelles de fonctionnement	5 051 136 196,96	4 795 343 264,52	71 521 874,35	24 017 748,18	156 563 309,78
023	VIREMENT À LA SECTION D'INVESTISSEMENT (2)	207 511 091,00				
042	OPÉRATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS (2)	377 150 137,00	554 984 366,52			-177 834 229,52
043	OPÉRATIONS D'ORDRE À L'INTÉRIEUR DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (2)					
	Total des dépenses d'ordre de fonctionnement	584 661 228,00	554 984 366,52			-177 834 229,52
	TOTAL	5 635 797 424,96	5 350 327 631,04	71 521 874,35	24 017 748,18	-21 270 919,74
	Pour information (3)					
D 00	2 Déficit de fonctionnement reporté de N-1					

### RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits	Crédits emp	ployés (ou restant à	employer)	Crédits
		ouverts (BP+DM+ RAR N-1)	Titres émis	Produits rattachées	Restes à réaliser au 31/12	annulés
013	ATTÉNUATIONS DE CHARGES	20 080 000,00	20 817 049,02			-737 049,02
70	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES	328 031 735,00	312 693 983,02			15 337 751,98
73	IMPOTS ET TAXES	3 098 016 392,50	3 139 101 649,27			-41 085 256,77
74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	1 433 970 732,00	1 429 264 903,39			4 705 828,61
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	555 645 033,00	446 654 702,13	4 628 216,99		104 362 113,88
	Total des recettes de gestion courante	5 435 743 892,50	5 348 532 286,83	4 628 216,99		82 583 388,68
76	PRODUITS FINANCIERS	13 237 540,00	18 215 564,61			-4 978 024,61
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	14 254 322,00	194 795 159,65			-180 540 837,65
78	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS (1)					
	Total des recettes réelles de fonctionnement	5 463 235 754,50	5 561 543 011,09	4 628 216,99		-102 935 473,58
042	OPÉRATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS (2)	6 557 230,00	20 026 791,10			-13 469 561,10
043	OPÉRATIONS D'ORDRE À L'INTÉRIEUR DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (2)					
	Total des recettes d'ordre de fonctionnement	6 557 230,00	20 026 791,10			-13 469 561,10
	TOTAL	5 469 792 984,50	5 581 569 802,19	4 628 216,99		-116 405 034,68

Pour information (3) R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1	166 004 440,46		
•	•		

<sup>(1)</sup> Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
(2) DF 023 - Ri 021; DI 040 - RF 042; RI 040 - DF 042; DI 041 - RI 041; DF 043 - RF 043.
(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

	VILLE DE PARIS	BUDGET PRINCIPAL	jie.	
	II - PRESENTATIO	N GENERALE DU BUDGET	1	H
1	SECTION D'INVE	STISSEMENT - CHAPITRES	Α	13

### DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chep.	Libellé	Credits ouverts (BP+DM+ RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaltser au 31/12	Crédits annulés
010	STOCKS (3)	1		9	-15.00016.00.111
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (sauf 204)	19 792 400,05	11 989 462,55	1 091 723,20	6 711 214,30
204	SUBVENTIONS D'ÉQUIPEMENT VERSÉES	397 319 058,92	344 960 930,38	25 698 537,09	26 659 591,45
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	359 593 492,76	344 399 432,09	4 000 018,22	11 194 042,45
22	IMMOBILISATIONS REQUES EN AFFECTATION (4)	94		3	
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	902 731 027,38	894 466 946,68	8 260 121,56	3 959,14
	Total des dépenses d'équipement	1 679 435 979,11	1 595 816 771,70	39 050 400,07	44 568 807,34
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	10.000,00			10 000,00
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	1 795 000,00	1 788 357,00	8 8	5 643,00
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	486 163 340,00	359 372 170,10	9	126 791 169,90
18	COMPTE DE LIAISON AFFECTATION (BUDGETS ANNEXES REGIES NON PERSONNALISEES) (B.A. régie) (5)				
26	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS	5 500 000,00	5 249 541,25	T 2	250 458,75
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	108 338 000,00	107 552 892,40	Š	785 107,60
000	DÉPENSES IMPRÉVUES	1 400 000,00	in the second second	6	
	Total des dépenses financières	603 206 340,00	473 962 960,75	2	127 843 379,25
451	Total des opérations pour compte de tiers (6)	26 951 227,00	17 092 781,84	1 897 200,84	7 961 244,32
	Total des dépenses réelles d'investissement	2 309 593 546,11	2 086 872 514,29	40 947 600,91	180 373 430,91
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS (1)	6 557 230,00	20 026 791,10	2	-13 469 561,10
041	OPÉRATIONS PATRIMONIALES (1)	527 844 746,00	287 651 825,54		240 192 920,46
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	534 401 976,00	307 678 616,64		226 723 359,36
	TOTAL	2 843 995 522,11	2 394 551 130,93	40 947 600,91	407 096 790,27
	Pour information (2) D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1	400 149 893,89			

### RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Líbellé	Crédits ouverts (BP+DM+ RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
910	STOCKS (3)	1 1			
13	SUBVENTIONS DINIVESTISSEMENT	108 293 037,00	102 070 088,45	9	6 222 948,55
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES (hors 165)	968 574 779,00	791 816 348,00	ē (2	176 758 431,00
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (sauf 204)		99,02		-99,02
204	SUBVENTIONS D'ÉQUIPEMENT VERSÉES		1 900 800,00		-1 900 000,00
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	77 068 000,00	78 934 586,79		1 866 586,79
- 22	IMMOBILISATIONS REQUES EN AFFECTATION (4)			2 0	1-01507-0-00
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	550 000,00	10 377 774,07		-9 827 774,07
A A .	Total des recettes d'équipement	1 154 485 816,00	985 098 896,33	8	169 386 919,67
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES (hors 1068)	157 500 000,00	158 302 728,72		-802 728,72
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	425 478 652,00	425 478 652,00		==101
138	Autres subventions d'Investissement non transférables	3		3 8	
165	Dépôts et cautionnements reçus	50 000,00	36 662,96	6	13 337,04
18	COMPTE DE LIAISON AFFECTATION (BUDGETS ANNEXES REGIES NON PERSONNALISEES) (6)			3 2	
26	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS	30.		5 8	
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	155 802 629,00	213 180 434,17		-57 377 805, 17
024	PRODUITS DES CESSIONS	231 565 000,00			
	Total des recettes financières	970 396 281,00	796 998 477,85		-58 167 196,85
452	Total des opérations pour compte de tiers (6)	6 757 345,00	15 510 579,02	1	-8 753 234,02
	Total des recettes réelles d'investissement	2 131 639 442,00	1 797 607 953,20	0	102 466 488,80
021	Virement de la section de fonctionnement (1)	207 511 091,00	Company of the st		CONTRACTOR OF THE PARTY OF THE
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections (1)	377 150 137,00	554 984 366,52		-177 834 229,52
641	Opérations patrimoniales (1)	527 844 746,00	287 651 825,54	9	240 192 920,46
Total des recettes d'ordre d'investissement		1 112 505 974,00	842 636 192,06		62 358 690,94
	TOTAL	3 244 145 416,00	2 640 244 145,26	3	164 825 179,74
	Pour information (2) R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1				

<sup>(1)</sup> DF 023 = 81 021 ; Dt 040 = 8F 042 ; Bt 040 = DF 042 ; Bt 041 = 8F 041 ; DF 041 = 8F 041.

(2) Les lignes de report ne front pai l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrine le mondant reportié).

(3) A servir uniquement dans le cadre d'un suit des stocios seton la méthode de l'inventiaire permanent simplifié autoritée pour les seules opérations d'aménagements (lutisoment, ZAC\_i) par affaires retracées dans le cadre de budgets annotes.

(4) En déponses, le chaptire 22 retrace les travaux d'investissement résidées sur les biens reque en affectation. En recette, 8 retrace, le cas échéant, l'amenation de telé travaux effectués sur un exercice amérieux.

(5) A senvir uniquement forsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initial en expéces au profit d'un service public non personnalité qu'elle ou qu'il crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tien figure sur cet état (voir le défait Annotes IV AB).

(7) Le compte 1068 n'est pas un dupitre mais un article du chapitre 10.

VILLE DE PARIS	BUDGET PRINCIPAL	COMPTE ADMINISTRA	ATIF
IV	- ANNEXES	AL RESIDENCE PROPERTY OF THE P	IV
PRESENTATION CROISEE F	PAR FONCTION - VUE D'ENSEMBLE	(1)	A1

Libellés	Non-ventilable	0	1	2	3	4
	01	Services généraux (sauf 01)	Securite	Enseignement	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	Prévention médico- sociale
	-10	INVESTISSEMENT				Ú.
	REALISATIONS	(de l'exercice + re	stes à réaliser	N-1)		
Dépenses réelles	305 803 712,04	247 137 155,44	1 646 059,92	128 984 543,36	97 300 054,18	136 499 290,56
Equipements communeux (2)	1000000000	224 575 874,37	657 128,35	110 528 591,50	90 237 534,41	136 390 689,56
Equipements non communaux (c/204 et 45) (3)		22 245 358,55	900 901,57	16 507 300,30	7 062 519,77	108 401,00
Operations financieres	300 003 712,06	295 922,52		1 648 651,56		
Dépenses d'ordre	133 751 396,79	106 241 696,59		11 446 980,92	5 843 410,19	780 000,00
Solde d'exécution reporté en II-1	400 149 893,89				NAME OF THE PARTY	
Total dépenses	833 905 004,74	355 378 852,43	1 646 059,92	140 431 524,28	103 143 464,37	137 279 290,56
Total recettes	1 762 421 824,57	123 926 417,69	248 162,54	14 842 857,93	9 161 991,68	4 245 417,30
Solde d'investissement	-92E 516 B19,E3	231 452 434,74	1 297 897,38	125 588 666,35	93 981 472,69	133 033 873,26
	PEST	ES A REALISER au :	1/12 de N			
Total RAR dépenses	, KEST	1 938 212.48	19 164.46	2 566 459,38	1 376 023,36	1 080 105,38
Total RAR recettes		1 700 214,10	17 104,10	4 240 127,40	1 270 023,30	1,000,193,20
SOLDE RAR Investissement	19	1 938 212,48	19 164,46	2 566 459,38	1 376 023,36	1 080 105,38
		FONCTIONNEMENT				
	REALISATIONS	(de l'exercice + re	stes à réaliser l	N-1)		
Total dépenses	632 899 514,97	1 125 336 111,54	59 718 227.55	535 315 942.63	294 773 795,07	191 606 164,72
Total recettes	3 970 926 744,01	177 209 406,96	962 217,25	16 852 990,96		
Solde de fonctionnement	-3 338 027 229,04	948 126 704,98	58 756 010,30	518 462 951,67	283 556 062,85	123 796 278,22
2000-0000 0000-00000 00000000	DECT	ES A REALISER au :	and de bi			n 11-00-000-000-000
Total RAR dépenses	KESI		11 12 44 17	2 194 887,92	349 554,26	549 432,49
Total RAR recettes	-	4 864 757,02	91 562,04	2 194 887,92	34M 954,26	569 632,49
SOLDE RAR fonctionnement		4 864 757,02	91 562.04	2 194 887,92	349 554,26	569 632,49
NAME HAS DOSCORDEDED		4 464 731/05	71 302,04	N 194 885'AY	349 334,20	369 632,4

<sup>[1]</sup> La production de set est est déligacion pour les communés de 3 NO habitants et plus, les prosponsers omprenent au moire une selé communé, leurs estéritements et cervises adhinicitants homms les satues du cycles à et les services a activité unique éngat en estéritement public na budget années (L. 2011-1 et 2. 2011-15. Dans les communes de 3 NO habitants et plus, le consenent par fonction act that a un révise (par les services de 1000 habitants et plus, le consenent par fonction au fait à un révenue le plus despité de la sommétaure fonctionnels pour fonction au matricule). Les groupements et beux éstitiques de particular de la sommétaure fonctionnels pour fonction au matricule de la sommétaux de la consenent particular a les sommétaures pour les régles de prévisers de la consenent au point de la commetaure de la consenent particular de la sommétaure de la consenent particular de la consenent particular de la sommétaure de la sommétaure de la consenent particular de la consenent particu

VILLE DE PARIS	BUDGET PRINCIPAL	COMPTE ADMINISTR	ATIF	
IV - ANNEXES				
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - VUE D'ENSEMBLE (1)				

5	6	7	8	9	TOTAL
Action sociale	Réseaux et	Aménagement et	Transport	Développement	
	infrastructures	environnement		économique	

#### INVESTISSEMENT

	REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)						
3 589 553,93	91 117 742,25	277 979 676,35	798 827 352,01	3 787 374,23	2 086 872 514,29		
1 685 245,03	84 547 086,25	4 876 446,80	594 823 170,82	2 234 074,23	1 250 855 841,32		
1 904 308,90	6 570 656,00	268 026 636,01	38 399 400,12	220 000,00	362 053 712,22		
		5 076 593,54	165 604 781,07	1 333 300,00	473 962 960,75		
1 124 711,05	5 256 461,61		41 233 957,09		307 678 616,64		
					400 149 893,89		
4 714 264,98	96 374 203,86	277 979 676,35	840 061 309,10	3 787 374,23	2 794 701 024,82		
6 003 070,33	6 914 785,94	51 897 494,50	623 687 563,72	36 894 559,06	2 640 244 145,26		
-1 288 805,35	89 459 417,92	226 082 181,85	216 373 745,38	-33 107 184,83	154 456 879,56		

RESTES A REALISER au 31/12 de N						
40 947 600,91	21 363,11	13 706 638,83	18 938 337,09	1 094 997,37	206 299,45	
0,00						
40 947 600,91	21 363,11	13 706 638,83	18 938 337,09	1 094 997,37	206 299,45	

### FONCTIONNEMENT

	REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)						
91	10 822 318,62	366 004 928,95	110 270 668,01	1 159 791 309,69	35 310 523,64	5 421 849 505,39	
	3 320 041,63	202 700 054,37	187 555 397,38	1 092 648 812,77	20 909 175,59	5 752 202 459,64	
	907 502 276,99	163 304 874,58	-77 284 729,37	67 142 496,92	14 401 348,05	-330 352 954,25	

RESTES A REALISER au 31/12 de N						
118 747,62	455 088,20	660 858,87	14 577 979,25	134 680,51	24 017 748,18	
					0,00	
118 747,62	455 088,20	660 858,87	14 577 979,25	134 680,51	24 017 748,18	

<sup>(1)</sup> La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-10. Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un hiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenolature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les régles de production et de présentation applicable à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R.5211-14 - L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Ou biens de la structure intercommunale.

<sup>(3)</sup> Ou biens ne relevant pas de la structure intercommunale.